



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

50327



Distr. LIMITEE

E/ECA/LDCs.4/6/Rev.1
19 mai 1984

Original: ANGLAIS/
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA TROISIEME REUNION DU COMITE
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS DES PAYS
AFRICAINS LES MOINS AVANCES

Addis-Abeba, 9-12 mai 1984

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La troisième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 9 au 11 mai 1984. Elle a été ouverte le 9 mai 1984 à 11 heures par le Camarade Aklilu Afeework, Commissaire au secteur de la production du Conseil de la planification de l'Ethiopie socialiste. Une déclaration d'ouverture a également été faite par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji.

2. Participaient à la réunion des représentants des Etats membres suivants de la Commission : Bénin, Burundi, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Guinée équatoriale, Malawi, Mali, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra-Léone, Soudan, Tchad et Togo. Etaient également présents des observateurs de la France et du Zaïre ainsi que des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales ci-après : CNUCED, PNUD, UNESCO, BIT, Conseil mondial de l'alimentation, OMM et OUA.

3. Le Comité a élu le bureau suivant : Président, M. Joseph Khonyongwa, Economiste principal, Ministère des Finances du Malawi, Vice-Président, M. Diane Kabine-Hari, Conseiller technique, Ministère du Plan du Mali et Rapporteur, M. Fadl Alla Elhadi Ibrahim, Conseiller, Ambassade du Soudan en Ethiopie.

B. ORDRE DU JOUR

4. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion
2. Allocution du Secrétaire exécutif de la CEA
3. Election du bureau
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
5. Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés, 1981-1983
6. Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, (1982-1983)
7. Politiques des prix dans les pays africains les moins avancés : quelques points saillants
8. Examen des activités entreprises par la CEA en 1983 et du programme de travail 1984 en faveur des pays africains les moins avancés
9. Examen et adoption du rapport et des projets de résolution
10. Clôture de la réunion.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

5. Dans son allocution d'ouverture, le Camarade Aklilu Afework, Commissaire au secteur de la production du Conseil de la planification centrale de l'Ethiopie socialiste, a souhaité la bienvenue à Addis-Abeba aux participants à la troisième réunion du Comité intergouvernemental d'exportations des pays africains les moins avancés. Il a indiqué que le continent africain était en proie à une grave crise depuis les années 60 et que les perspectives étaient encore plus alarmantes. Le taux de croissance annuel moyen du PIB dans les pays africains à faible revenu n'avait cessé de s'amenuiser, étant tombé de 3,5 p. 100 au cours de la période 1960-1973 à 1,5, 1,2 et 0,1 p. 100 pour 1973-1979, 1980 et 1981, respectivement.

6. Le secteur agricole qui constituait l'ossature de l'économie des pays africains les moins avancés, était le plus gravement touché, en particulier eu égard à la production alimentaire, à l'aide alimentaire et aux réserves céréalières mondiales. La production céréalière dans les PMA africains était tombée de 22,3 millions de tonnes en 1983 à 20,2 millions en 1982, ce qui avait justifié un accroissement de 20 p. 100 des importations céréalières en 1983 par rapport à leur volume de 1982. Le niveau global de l'aide alimentaire reçue par les pays accusant un déficit alimentaire n'avait pas varié depuis juillet 1977, se situant à environ 9 millions de tonnes. Les réserves mondiales de céréales représenteraient à la fin de 1983/84 16 p. 100 des exportations mondiales de céréales en 1984/85, soit moins de 17 ou 18 p. 100 des réserves minimales estimées nécessaires pour la sécurité alimentaire du monde. Il a préconisé d'étudier de façon détaillée diverses stratégies en vue d'améliorer la production et la sécurité alimentaires et d'identifier les facteurs qui entravaient leur application aux niveaux national, sous-régional et régional afin de rétablir l'équilibre nécessaire en ce qui concerne les disponibilités alimentaires dans les pays africains les moins avancés.

7. S'agissant de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action, le Camarade Aklilu a déclaré que la diminution des flux d'aide publique au développement (APD) en faveur des pays africains les moins avancés était une conséquence de la thèse défendue par les pays développés à la Conférence de Paris et à la sixième session de la CNUCED selon laquelle c'étaient les pays africains eux-mêmes qui étaient responsables au premier chef de leur développement économique. Une assistance extérieure minimale continuerait vraisemblablement à être fournie sur une base bilatérale et serait déterminée en fonction des priorités politiques et des intérêts commerciaux des donateurs et non selon les besoins particuliers des pays les moins avancés.

8. Pour terminer, le Camarade Aklilu a informé les participants des résultats encourageants obtenus par le Gouvernement éthiopien dans le domaine du développement agricole, de la production alimentaire, notamment. Il a signalé que la crise que traversaient les pays africains les moins avancés était extrêmement grave et qu'il fallait prendre des mesures immédiates et concrètes pour la résoudre ou au moins l'empêcher de s'aggraver.

9. Le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, a rappelé que la réunion se tenait à un moment où un très grand nombre de pays africains traversaient une crise économique et sociale d'une gravité sans précédent. La situation était particulièrement grave dans les pays africains les moins avancés qui, en raison des faiblesses structurelles et de leur extrême vulnérabilité aux chocs extérieurs étaient également touchés par des catastrophes naturelles qui avaient eu des effets néfastes sur la

production agricole, vivrière notamment, et étaient à l'origine d'une situation alimentaire critique dans la quasi-totalité des PMA.

10. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, s'était rendu en janvier et février 1984 dans huit pays africains dont cinq appartiennent au groupe des pays les moins avancés. Si l'objet principal de cette visite était d'évaluer la situation alimentaire critique dans ces pays, elle avait néanmoins permis au Secrétaire général de se rendre compte que les pays visités connaissaient également d'autres problèmes tels que des pénuries d'eau et de produits alimentaires pour le bétail, une désertification très étendue et une crise énergétique de plus en plus grave.

11. Les déficits budgétaires structurels de la plupart des pays les moins avancés s'étaient aggravés en raison de la baisse des recettes provenant essentiellement de l'extérieur; la diminution de la production de cultures commerciales, le recul de la demande mondiale et la baisse des cours des produits de base avait entraîné une détérioration persistante des termes de l'échange des pays africains les moins avancés. Par suite, le fardeau de la dette s'était alourdi, il était devenu impossible d'assurer le service de la dette et de rembourser les prêts et de nombreux PMA avaient dû mettre en oeuvre des programmes d'ajustement financier et structurel nécessitant de lourds sacrifices.

12. Les principales questions dont le Comité était saisi comprenaient notamment l'étude de la situation économique et sociale des PMA africains, les progrès accomplis dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action (1982-1983), les politiques des prix dans les PMA africains et l'examen des activités menées par la CEA en 1983 et de son programme de travail pour 1984 en faveur des PMA africains. En ce qui concerne la situation économique et sociale actuelle des PMA africains, M. Adedeji s'est félicité du fait qu'en dépit de la quasi-stagnation de leur taux global de croissance économique, le taux annuel moyen de croissance étant tombé de 3,3 p. 100 en 1981 à -0,2 p. 100 en 1983, du déclin de la production agricole, notamment de la production vivrière, résultant de l'instabilité des conditions climatiques ainsi que de la baisse de la production manufacturière provoquée par la pénurie de matières premières et d'autres biens intermédiaires importés, la plupart d'entre eux avaient adopté des politiques pragmatiques d'investissement, de finances publiques, de promotion des exportations, de fixation des prix, ce qui s'était traduit par un assainissement de la situation dans certains domaines; la modernisation des unités de production existantes, par exemple.

13. S'agissant de la mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétaire exécutif a réitéré les propositions qu'il avait faites au Comité d'experts à sa deuxième réunion tenue en avril 1983, à savoir que les pays intéressés devraient établir leurs documents de base pour les réunions de consultation de façon plus détaillée afin de pouvoir obtenir des engagements fermes de la part des bailleurs de fonds; que les communiqués des réunions de consultation devraient préciser le montant des fonds que les bailleurs de fonds se sont engagés à verser afin de permettre aux gouvernements des PMA africains d'avoir une idée plus précise des ressources dont ils pourraient disposer, et ainsi mettre au point des mécanismes de suivi et des méthodes d'exécution avec plus de certitude et qu'il conviendrait d'inclure des programmes et projets à vocation sous-régionale, eu égard à la préférence accordée par certains bailleurs de fonds aux projets intéressant deux ou plusieurs pays. Il a, en outre, suggéré que les réunions préliminaires, qui sont chargées d'examiner les documents

avant la tenue des tables rondes/groupes consultatifs, soient ouvertes aux organismes d'assistance financière et technique multilatérale qui s'intéressaient depuis longtemps au développement des pays donnés, ces organismes devant probablement participer à l'exécution du programme en question.

14. En ce qui concerne les résultats obtenus depuis la Conférence de Paris de 1981, il a indiqué que, outre les conditions et modalités très rigoureuses dont l'aide continuait d'être assortie, l'aide publique au développement (APD) consentie, en 1982, par les pays membres du CAD, de l'OCDE, les organismes de financement multilatéral et l'OPEP, avait sensiblement diminué dans le cas de 17 des 26 PMA africains. Cette tendance à la baisse des flux d'aide témoignait du fait que les pays donateurs n'avaient nullement l'intention de respecter l'objectif fixé, à savoir l'allocation d'ici à 1985, de 0,15 p. 100 de leur PNB au titre de l'APD en faveur des PMA. Il a exhorté le Comité d'experts à étudier attentivement les moyens propres à rationaliser les travaux des réunions de consultation de façon à amener les bailleurs de fonds à prendre des engagements plus fermes.

15. Concernant l'assistance fournie aux PMA africains au niveau régional, il a indiqué que le secrétariat de la CEA mettait l'accent sur l'application des recommandations figurant au chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action. Le secrétariat allait présenter une étude sur les politiques des prix dans les PMA africains, afin de mettre en relief le degré d'efficacité de ces politiques dans le cadre de la planification et de la gestion économiques globales. Les membres du Comité souhaiteraient peut-être recommander la réalisation d'études détaillées sur la question dans leurs pays respectifs.

16. Enfin, le Secrétaire exécutif a informé les participants des activités menées par la CEA en 1983 et de son programme de travail pour 1984 en faveur des PMA africains, en précisant que le secrétariat était disposé à aider dans la limite des ressources financières dont il dispose, à l'établissement des documents nécessaires aux prochaines réunions d'évaluation nationales.

Point 5 de l'ordre du jour: Examen de la situation économique et sociale dans les pays africains les moins avancés (E/ECA/LDCs.4/2)

17. En présentant ce document, le fonctionnaire du secrétariat a indiqué que celui-ci étudiait l'évolution de la situation socio-économique des pays africains les moins avancés pendant la période 1982-1983 à partir des principaux agrégats macroéconomiques, les finances publiques, le commerce extérieur, la balance des paiements, et les différents types de politiques mises en oeuvre ainsi que l'évolution de l'environnement économique international depuis l'adoption du nouveau programme substantiel d'action (NPSA) en faveur des pays les moins avancés en 1981. Ces différents aspects sont abordés aussi bien sur le plan global qu'au niveau des études de cas par pays. Il ressortait des statistiques disponibles, que le taux de croissance du PIB en valeur réelle avait chuté passant de 3,3 p. 100 en 1981 à 1,8 p. 100 en 1982 puis à une valeur négative de l'ordre de -0,2 p. 100 en 1983. Au niveau sectoriel, le PIB du secteur agricole s'était accru de 4 p. 100 en 1981 et 2,3 p. 100 en 1982 contre 1,2 p. 100 en 1983 pour les industries manufacturières.

18. Il en est résulté une détérioration de la situation alimentaire, l'indice de la production alimentaire n'ayant augmenté que de 0,4 p. 100 par an en regard d'une croissance démographique annuelle de l'ordre de 2,8 p. 100. Le document identifie également les effets néfastes de la chute des cours mondiaux des principaux produits d'exportation agricoles (coton, cacao, café et produits arachidières) et minières (bauxite, cuivre, uranium et diamant) sur l'équilibre des échanges avec l'extérieur. D'après le document en question, la crise serait imputable (a) à la récession économique dans les pays industrialisés et au tassement des recettes pétrolières des pays membres de l'OPEP; (b) aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les cyclones etc.; (c) à l'inefficacité des politiques sectorielles mises en oeuvre notamment dans le secteur rural (politique des prix, politique d'investissement, circuits de distribution); et (d) à l'insuffisance de l'assistance extérieure reçue par les PMA d'Afrique. Les déséquilibres ressentis au niveau des finances publiques (déficits budgétaires quasi-chroniques) et de la balance des paiements (chute des recettes d'exportation et réduction corrélative des réserves extérieures et, partant, de la capacité d'importer, fort endettement extérieur, sont restés persistants, les réserves extérieures tombant souvent à un niveau critique équivalant à seulement un mois d'importation.

19. Trois types de politiques ont été mises en oeuvre par les PMA d'Afrique pour sortir de cette situation de crise : (a) politique de relance des activités de production grâce à l'identification des secteurs prioritaires, (agriculture et infrastructures socio-économiques dans la quasi-totalité des cas), redéploiement des investissements en faveur de ces secteurs; (b) politiques de stabilisation économique et financière très souvent en collaboration avec le FMI ou la Banque mondiale, l'accent étant mis sur les mesures déflationnistes supplémentaires les accompagnant; (c) les politiques de promotion sociale. Le succès de ces politiques est fonction dans une large mesure du respect des engagements d'assistance technique et financière pris par les pays industrialisés notamment lors de la Conférence de Paris sur les PMA. Le document note cependant la tendance à la baisse constatée dans ce flux d'aide, l'aide publique au développement (APD) que les PMA d'Afrique reçoivent des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD), de ceux de l'OPEP et des organismes multilatéraux de financement ayant baissé dans 17 des 26 PMA d'Afrique entre 1980 et 1982.

20. Après avoir noté le retard pris dans le calendrier d'organisation des réunions de consultation (tables rondes du PNUD ou groupes consultatifs de la Banque mondiale) et la proximité de l'échéance pour l'évaluation globale à mi-parcours du NPSA prévue pour septembre-octobre 1984, le fonctionnaire du secrétariat a lancé (a) un appel aux PMA d'Afrique pour qu'ils renforcent le soutien apporté au secrétariat de la CEA pour permettre à ce dernier de mieux élaborer les études en lui envoyant en temps opportun toutes publications utiles; (b) un appel à la communauté internationale et tout particulièrement aux pays industrialisés pour les inviter à respecter les engagements pris notamment lors de la Conférence de Paris sur les PMA. Cela étant une condition nécessaire pour que le secrétariat assume le rôle d'organisme de coordination de la mise en oeuvre du NPSA qui lui est assigné.

21. Les représentants qui sont intervenus ont souscrit dans l'ensemble au contenu de l'étude tout en émettant des réserves quant aux statistiques qui doivent être mises à jour à partir des études récentes publiées par les pays. Ainsi un représentant a signalé l'absence de paragraphe spécifique sur la dette extérieure des PMA. A son avis, cela constituait une omission majeure dans la mesure où les négociations actuelles des PMA avec les pays et organismes donateurs visent essentiellement à alléger cette dette. Il a

avec les pays et organismes donateurs visent essentiellement à alléger cette dette. Il a également demandé les raisons qui ont présidé au choix d'un même plan d'étude pour l'ensemble des 26 PMA d'Afrique. Un autre représentant a complété la liste des causes de la recession économique que connaît son pays et demandé qu'un accent soit mis sur la stagnation de la demande mondiale s'adressant à leurs principaux produits d'exportation et le faible taux de croissance du secteur public qui résultait de l'abandon de grands projets d'investissement en raison du fléchissement des ressources extérieures mises à leur disposition. Selon lui, à côté de ces facteurs de débouché il faut signaler des facteurs de gestion et des facteurs de production pour notamment les industries manufacturières. Le représentant de la Guinée a signalé à l'attention du Comité les récents événements survenus dans son pays et le processus de redressement en cours qui était marqué en ce moment par la collecte des données nécessaires pour corriger celles existantes, la publication en collaboration avec la Banque mondiale d'un mémorandum sur la situation économique et sociale de son pays. Cette phase serait suivie par la publication d'un programme national de redressement et d'un plan intérimaire de développement basés sur les objectifs de libéralisation économique énoncés. Il a aussi mentionné que la table ronde des bailleurs de fonds initialement prévue pour 1984 n'aurait pas lieu avant l'élaboration du plan intérimaire, donc certainement pas en 1984. Il a également demandé une présence effective de la CEA lors de l'exécution de ces différentes phases. Certains représentants ont rappelé les faits saillants de l'évolution récente de la situation socio-économique dans leurs pays respectifs. L'un d'eux a souscrit aux analyses faites sur son pays et a mentionné les principales caractéristiques des accords de confirmation avec le FMI et des programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, notamment la réduction de la demande intérieure, la restructuration du secteur public, une politique de formation adaptée à celle de l'emploi etc. En faisant le bilan de la mise en oeuvre de ces accords il a noté le retour à certains grands équilibres macroéconomiques. Concernant la suite donnée à la table ronde des bailleurs de fonds organisée par son pays, il a signalé la tenue de 2 réunions de suivi, la troisième étant en préparation, et déploré que le flux d'aide reçue au 31 décembre 1983 restait nettement inférieur à celui de 1982. Il a enfin demandé le sens que le secrétariat donnait à la "faible capacité d'absorption des pays" qui justifierait l'option prise par certains pays en faveur des projets sous-régionaux. Selon lui la recherche d'une intégration économique sous-régionale et régionale semble plus crédible. Il a enfin demandé au secrétariat s'il disposait de données chiffrées sur la portée des dévaluations de monnaies nationales opérées par certains PMA d'Afrique. Tout en mettant en relief le faible taux de réalisation du NPSA déjà constaté pour les premières années d'exécution notamment les promesses d'aides faites, un autre représentant a signalé la responsabilité première qui incombe aux PMA eux-mêmes dans leur développement économique et social, il a aussi demandé qu'au niveau de ce Comité soient identifiées les principales causes (responsabilité des pays développés dans la crise économique, manque de contrôle des PMA sur les termes de l'échange) et soient faites des recommandations concrètes à l'attention notamment du Conseil des ministres des PMA.

22. Répondant aux intervenants, le fonctionnaire du secrétariat a déclaré que tout amendement visant à aider à mettre à jour l'étude était le bienvenu. Concernant le manque de paragraphe spécifique sur la dette extérieure, il a mentionné que cela était lié au manque de statistiques publiées et aux difficultés de collecte des données disponibles. Il a cependant signalé aux représentants, l'existence d'un chapitre spécial sur la dette extérieure dans une autre étude du secrétariat qui serait soumise au Conseil des ministres de la CEA et la tenue en juin 1984 d'un séminaire sur ce problème. Il a également expliqué que l'adoption d'un même plan d'étude pour les 26 pays visait à permettre de regrouper les résultats de l'étude globale et des comparaisons entre pays. Quant

aux mesures de dévaluation une étude existe sur ce sujet dans l'étude des conditions économiques et sociales en Afrique 1982/1983, publiée par le secrétariat. Répondant à un représentant, il a mentionné que tout en souscrivant aux objectifs d'intégration économique recherchée par les PMA d'Afrique et même par l'ensemble des pays africains, il ne faudrait pas perdre de vue les obstacles structurels internes tels que l'étroitesse des marchés intérieurs. Pour terminer, le fonctionnaire du secrétariat a pris bonne note des propositions faites par un représentant invitant ce Comité à la réflexion sur les mesures concrètes à mettre en oeuvre pour venir à bout de la crise économique et sociale que connaissaient les PMA d'Afrique.

Point 6 de l'ordre du jour : Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les Pays africains les moins avancés

23. Un fonctionnaire du secrétariat a présenté le document E/ECA/LDCs.4/3 intitulé 'Mise en oeuvre du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (1981-1983) : Rapport du secrétariat'. Après avoir rappelé le mandat de la CEA dans l'exécution du NPSA, il a indiqué que le présent rapport comportait essentiellement quatre parties : a) l'état d'avancement dans l'organisation des réunions de consultation; b) l'évaluation des Tables rondes déjà organisées; c) l'évaluation de la coopération internationale dans le cadre de la mise en oeuvre du NPSA; et d) l'amélioration de la coordination des activités en vue de la mise en oeuvre du NPSA.

24. En ce qui concerne l'organisation des réunions de consultation, le fonctionnaire du secrétariat a fait le bilan des Tables rondes qui ont été organisées depuis l'adoption, par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, du nouveau Programme substantiel d'action. En 1982, trois pays les moins avancés d'Afrique ont organisé leur table ronde, à savoir le Cap-Vert, le Rwanda et le Mali, contre seulement deux en 1983 (Bénin et Djibouti), et quatre en 1984. Celles du Burundi, du Malawi, se sont déjà tenues et le Lesotho et la Guinée-Bissau organiseront la leur dans un très proche avenir. Il restait donc dix Tables rondes à organiser (le Botswana et la Guinée équatoriale étant exclus). Quatre pays prévoyaient des réunions dans le cadre des groupes consultatifs de la Banque mondiale, à savoir la République-unie de Tanzanie, l'Ouganda, le Soudan et la Somalie. Il a indiqué que le retard dans l'organisation de ces tables rondes était dû aux problèmes, notamment d'ordre matériel, rencontrés par les pays dans la préparation des documents de base et à la longueur des procédures préliminaires de consultation.

25. En évaluant les tables rondes qui avaient été déjà organisées, le fonctionnaire du secrétariat a indiqué que les politiques définies dans les documents de base privilégiaient les secteurs productifs conformément aux paragraphes 9 à 58 du NPSA et au Plan d'action de Lagos en insistant sur l'autosuffisance alimentaire, les Politiques industrielles basées sur les agro-industries, les industries de transformation minière, et les infrastructures socio-économiques. Environ 75 p. 100 du financement des programmes soumis aux Tables rondes étaient demandés à l'extérieur avec quelques variations selon les pays et le coût total des projets présentés s'élevait à 8,4 milliards de dollars aux prix de 1981. La répartition sectorielle des investissements dépendait de la caractéristique des pays (pays enclavés, pays à vocation agro-pastorale, etc.), mais qu'environ 23 p. 100 des investissements étaient destinés au secteur du développement rural, 20 p. 100 aux infrastructures de transport et de communication, 14 p. 100 au

secteur social et 12,5 p. 100 aux secteurs de l'énergie et des mines. Les donateurs avaient, en général, approuvé les politiques présentées dans les documents de base des Tables rondes, tout en émettant des réserves quant à la capacité d'absorber les investissements demandés, à la capacité de mobilisation de l'épargne nationale annoncée et à au maintien des investissements réalisés. Cela expliquait que les pays donateurs aient décidé de remplacer des programmes à long terme proposés par les PMA eux-mêmes par les programmes de redressement économique et financier du FMI ou d'ajustement structurel de la Banque mondiale; b) se soient montrés réticents à assurer le cofinancement des projets et le retard corrélatif dans le démarrage de l'exécution de certains projets; c) n'aient pas respecté les priorités énoncées par les PMA eux-mêmes; d) et l'incertitude sur la réalisation des plans de développement.

26. Le fonctionnaire du secrétariat a ensuite fait observer que les mécanismes de suivi des Tables rondes sont très faibles compte tenu du faible volume d'engagement ferme pris par les donateurs lors des tables rondes. Toutefois, très peu d'informations étaient disponibles, malgré la résolution 481 (XVIII) et malgré les nombreux rappels lancés par le secrétariat de la CEA aux PMA africains, car seuls deux pays (Mali et Bénin) ont pu faire le point sur les mécanismes de suivi de leur Tables rondes respectives désignation d'un organe central de coordination, réunions périodiques avec les représentants des donateurs dans le pays, missions ad hoc auprès de certains pays donateurs et réunions ad hoc sur certains projets prioritaires). Ces mécanismes tendaient à absorber beaucoup de ressources des pays bénéficiaires. Sur ce point, le fonctionnaire du secrétariat a proposé que a) les pays bénéficiaires adoptent des programmes plus réalistes avec une contribution nationale plus crédible et mettent un accent particulier sur les projets prioritaires en renonçant aux programmes à volet financier trop ambitieux; b) les pays et organismes donateurs s'engagent plus fermement dans des projets de réhabilitation, allègent la dette extérieure des PMA, soutiennent la balance des paiements de ces pays et assurent le financement complémentaire des projets prioritaires, c) le système des Nations Unies apporte une assistance technique aux PMA pour la définition de leurs programmes et assurent une utilisation plus rationnelle de l'expertise disponible dans le système pour notamment la définition des programmes sectoriels.

27. Le fonctionnaire du secrétariat a également mentionné que l'assistance extérieure au titre de l'aide publique au développement (APD) était en baisse (4,0 milliards E.-U.\$ en 1982 aux prix courants comparés à 4,1 milliards E.-U.\$ en 1980) et que l'aide aux conditions du marché avait augmenté de 28,2 p. 100 entre 1970 et 1981. Les conditions de l'aide s'amélioreraient très lentement en raison de la lenteur des procédures, des obstacles législatifs dans les pays donateurs et des difficultés de cofinancement. Au sortir de la sixième session de la CNUCED beaucoup de problèmes étaient restés non résolus, notamment l'allègement de la dette extérieure et les mécanismes de financement compensatoire.

28. Enfin, le fonctionnaire du secrétariat a conclu en attirant l'attention sur la nécessité d'améliorer la coordination des activités en vue de la mise en oeuvre du NPSA, notamment en ce qui concerne la préparation des réunions de consultation (établissement de la documentation de base et préparation des réunions de préconsultation) et la coordination au niveau de l'organisation de ces réunions (condition de la tenue des réunions, présentation du programme, réunion de co-financement, etc.).

29. Les participants ont félicité le secrétariat d'avoir soulevé dans le document un certain nombre de problèmes qui étaient d'une importance cruciale pour la mise en oeuvre effective du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés. Les discussions et commentaires qui ont suivi se sont axés autour de deux points importants: (i) des échanges de vues sur l'expérience des pays ayant déjà organisé leurs réunions de consultation et sur les réunions à venir (ii) les recommandations à faire en ce qui concerne la poursuite de la mise en oeuvre effective du nouveau Programme substantiel d'action.

30. Plusieurs représentants de pays qui avaient organisé leurs réunions de consultation ont fourni des renseignements complémentaires détaillés sur les problèmes rencontrés lors des préparatifs et de l'organisation de ces réunions ainsi qu'une évaluation des résultats auxquels elles avaient abouti afin d'aider ceux qui n'ont pas encore organisé les leurs à prendre des mesures en vue d'augmenter l'efficacité de ces réunions de consultation. D'une façon générale, les tables rondes déjà organisées, bien qu'elles aient permis de rassembler un grand nombre de donateurs potentiels n'ont pas entièrement atteint les résultats escomptés. Cela était dû au fait que peu d'engagements financiers fermes avaient été pris par les pays et organismes donateurs contrairement aux dispositions du NPSA. La plupart des bailleurs de fonds se sont contentés de critiquer les programmes et projets présentés en soulignant notamment leur caractère souvent ambitieux, les études de projets souvent incomplètes, et la faible capacité d'absorption des investissements demandés. Ils ont souvent émis des réserves quant aux priorités aussi bien globales que sectorielles. On a noté l'adoption de certains critères de choix des projets plus conformes aux intérêts commerciaux et considérations politiques des donateurs et la subordination de l'octroi de l'aide au recouvrement de la contrepartie nationale. Il a également été noté que certains engagements avaient été déjà programmés avant les réunions de consultation selon le chiffre indicatif de financement et qu'il est difficile d'obtenir de nouveaux engagements en dehors de ceux qui avaient été prévus pour une certaine période. D'autres engagements étaient liés au service régulier de la dette, faute de quoi ils risquaient d'être entièrement supprimés.

31. En ce qui concerne le suivi des réunions de consultation, certains représentants ont fourni des informations sur la mise en place dans leurs pays respectifs des mécanismes nationaux de suivi tels que les commissions interministérielles, les comités chargés de l'étude et de l'exécution des projets prioritaires. Par ailleurs, des réunions consultatives avec les pays et organismes donateurs ainsi qu'avec le système des Nations Unies organisées périodiquement avaient été instituées dans certains pays comme faisant partie intégrante des mécanismes nationaux de suivi. Ces réunions périodiques de suivi de fond, soit au niveau interne avec les représentants diplomatiques locales des bailleurs de fonds et du système des Nations Unies, soit par l'envoi de missions de haut niveau auprès des pays et organismes donateurs dans le but d'activer l'exécution des engagements pris. Cependant, ces missions coûtaient extrêmement cher tant sur le plan financier qu'en termes de temps à consacrer.

32. En ce qui concerne les problèmes rencontrés lors des préparatifs et de l'organisation des Tables rondes, il a été remarqué que, dans certains cas, qu'il s'était avéré difficile de concilier les documents des réunions des projets en raison de la présente crise économique et financière assez critique que traversent les PMA d'Afrique en relation notamment avec les calamités naturelles telles que la sécheresse et la désertification. D'autres ont indiqué que les programmes d'ajustement ou de réhabilitation à court terme devraient s'insérer dans le cadre du Plan global du pays de façon complémentaire et non concurrente et que la proposition du secrétariat de présenter seulement un certain nombre de grands projets, entraînerait un désintéressement des bailleurs de fonds vis-à-vis des petits projets villageois par exemple.

34. Les représentants des pays qui préparaient encore leurs réunions de consultation ont également fait part de leur expérience dans les procédures de préparation. Certains d'entre eux ont mentionné les modifications intervenues dans le calendrier de leurs réunions en raison de certaines réunions préparatoires bilatérales à tenir avec les bailleurs de fonds et du temps nécessaire pour une préparation sérieuse des documents de référence. Il a également été mentionné que certains pays éprouvaient des difficultés à mettre au point des documents valables en raison de divergences dans l'évaluation globale de l'importance des programmes d'investissements et dans l'harmonisation des procédures de présentation des dossiers par certains organismes chefs de file. D'autres pays ont également souligné que la nécessité de la tenue de ces réunions de consultation pourrait être mise en cause par leurs coûts de préparation considérables et des résultats minimes qui en sont tirés.

35. Le représentant du PNUD a souligné l'importance de ce point de l'ordre du jour notamment en ce qui concerne les réunions de consultation. Il a demandé que le Comité examine les problèmes soulevés dans le document de la CEA d'une façon beaucoup plus attentive et approfondie de manière à en tirer les recommandations pertinentes. Il a demandé aux représentants présents de ne pas trop s'en tenir aux problèmes de capacité d'absorption souvent soulevés par les pays et organismes donateurs car l'assistance technique visait essentiellement à accroître cette capacité. Sur le plan de l'harmonisation des procédures il a souligné que les PMA eux-mêmes étaient libres de proposer au Conseil d'administration du PNUD la procédure appropriée qu'ils voudraient suivre. Il a finalement informé le Comité qu'une étude préliminaire sur l'évaluation des Tables rondes était en cours de préparation et serait disponible d'ici la fin de cette année et mise à la disposition de chaque PMA africain pour information.

36. Le représentant de la CNUCED a également noté l'importance de la réunion de ce Comité dont les résultats allaient enrichir les mesures à prendre pour un meilleur suivi de l'exécution du NPSA. Il s'est également félicité de la coopération intense entre la CEA et la CNUCED depuis l'adoption du NPSA en 1981. Il a ensuite soumis au Comité le rapport du secrétariat de la CNUCED sur les progrès réalisés dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés (UNCTAD/LDC/76) dans lequel il est indiqué (1) que l'objectif visé pour l'aide au développement annoncé dans le NPSA n'a pas été atteint et bien que cette aide se soit située en termes réels et en 1982, 12 p. 100 au dessus du niveau des années 1976-1980, (2) le flux de l'aide non concessionnelle a baissé et les modalités de l'aide sont devenues strictes, (3) les économies des PMA africains ont connu un taux de croissance de 2 p. 100 seulement pendant la période 1981-1982 et les estimations tendent à la baisse pour l'année 1983 et tous les pays développés devront donc s'efforcer de réaliser l'engagement pris de porter l'APD allant aux PMA à 15 p. 100 de leur PNB d'ici 1985. Il a ensuite informé le Comité que la réunion d'évaluation globale à mi-parcours du NPSA se tiendra du 23 septembre au 4 octobre 1985. Cette réunion sera, cependant, précédée d'une autre réunion d'experts gouvernementaux en coopération pour le développement venant des pays donateurs et des représentants d'institutions d'assistance financière et technique bilatérale et multilatérale avec les représentants des PMA du 1 au 10 mai 1985. Cette réunion qui avait pour objectif de préparer la réunion d'évaluation globale à mi-parcours se concentrera sur (1) les domaines touchant l'amélioration des modalités et de la gestion de l'aide extérieure reçue par les PMA compte tenu de l'expérience acquise au cours des réunions de consultation tenues et (2) la discussion des principaux problèmes à poser lors de la réunion d'évaluation à mi-parcours en 1985. Le représentant de la CNUCED a également proposé la tenue pendant 5 jours d'un atelier conjoint CEA/CNUCED pour des points focaux proposés par les PMA africains dans le but d'examiner les meilleurs moyens de collecte et de diffusion des informations requises pour un meilleur suivi

du NPSA aux niveaux régional et global. Il a recommandé que l'atelier se tienne pendant le dernier trimestre de 1984 en vue de fournir les renseignements de base utiles à la réunion du groupe d'experts prévue pour mai 1985.

37. Au cours des débats, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de formuler des recommandations à l'intention de la Conférence des ministres des PMA africains. Premièrement, ils ont proposé avec insistance que les tables rondes permettent la prise d'engagements fermes par les donateurs tout en permettant un dialogue sur les politiques de développement définies par les PMA. Ils ont recommandé que ce dialogue sur les politiques et un changement dans les priorités de développement ne soient pas cependant une condition préalable à la prise de décisions de financement et ont lancé un appel aux donateurs pour le respect des engagements pris lors des réunions de consultation. Deuxièmement, ils ont souligné l'importance de la mise en place des mécanismes de suivi pour que les engagements pris sur place soient tenus. A cet effet, ils ont proposé que la CEA et le PNUD renforcent leur assistance aux PMA pour la mise en place des mécanismes de suivi dont les coûts devraient être supportés par les organismes directeurs tout en utilisant les compétences disponibles au niveau du système des Nations Unies, au niveau, de la CEA et ailleurs. Troisièmement, les participants ont recommandé que les engagements des pays et organismes donateurs ne soient pas subordonnés au paiement des dettes et ont souhaité l'annulation ou le rééchelonnement des dettes antérieures contractées par les PMA. Ils ont ensuite proposé le renforcement de l'assistance des pays et organismes donateurs en vue d'augmenter la capacité d'absorption notamment dans les domaines tels que l'élaboration des projets par la formation de cadre nationaux. Ils ont également recommandé aux gouvernements des PMA africains de rechercher l'harmonisation des procédures suivies par les différents bailleurs de fonds. Quatrièmement, ils ont proposé que les prises de décisions de financement des projets prioritaires ne soient pas liées à la mise en place de contreparties nationales et que les mécanismes soient mis en place pour assurer le financement extérieur d'apports de contrepartie.

38. Le fonctionnaire du secrétariat a félicité les participants pour leurs contributions et observations pertinentes qui permettront d'enrichir le document, notamment les recommandations formulées en vue d'améliorer la mise en oeuvre du NPSA qui seront soumises à la Conférence des ministres des PMA africains.

Point 7 de l'ordre du jour : Politiques de fixation des prix dans les pays africains les moins avancés - quelques points saillants

39. En introduisant le document E/ECA/LDCs.4/4, le représentant du secrétariat de la CEA a rappelé le paragraphe 122 du NPSA qui assigne notamment aux Commissions régionales un rôle d'assistance et de réflexion sur les principaux problèmes rencontrés par les PMA. C'est ainsi que pour les deux années écoulées, les politiques des prix mises en oeuvre par les PMA d'Afrique ont fait l'objet d'une coopération entre la CNUCED et la CEA, avec, comme études de cas ceux du Burundi, de la République centrafricaine, des Comores, de l'Ethiopie, du Rwanda, de la Guinée-Bissau et du Mali. Les études de cas ont identifié entre autres mesures, celles visant (i) l'augmentation de la productivité et la production du secteur agricole; (ii) une meilleure allocation des ressources destinées à l'investissement dans la définition des objectifs et stratégies nationaux de développement; (iii) une amélioration des termes de l'échange aussi bien à l'intérieur des pays concernés qu'avec l'extérieur; (iv) le renforcement des structures institutionnelles de fixation des prix; (v) une amélioration des techniques de fixation des prix et du fonctionnement des mécanismes de contrôle et suivi des prix.

40. Il a également défini la portée attendue des différentes mesures dans le cadre de la politique économique générales, notamment leurs effets sur la stabilisation des prix et la collecte et la traitement des statistiques de prix. En donnant un résumé succinct du contenu de l'étude, le représentant du secrétariat a précisé que celle-ci couvrirait des aspects aussi divers que le contrôle du niveau de l'inflation, le soutien des prix aux producteurs agricoles, les incitations à l'investissement, etc.

41. Au niveau opérationnel, le représentant du secrétariat a précisé les problèmes rencontrés dans le calcul et la comparabilité des différents indices des prix tels que le manque d'homogénéité, leur portée limitée à l'indice des prix à la consommation et à ceux du commerce extérieur. Il a aussi signalé le manque quasi-généralisé d'indices tels que l'indice des prix de gros, l'indice des prix à la production, l'indice des salaires et celui de l'emploi et des traitements. Il a mis l'accent sur les imperfections du marché dues notamment à l'existence d'un large secteur de subsistance, à l'insuffisance des installations de stockage et à l'inefficacité des circuits de distribution qui sont des facteurs de distorsion dans les mécanismes de fixation et dans la structure des prix. Identifiant quelques facteurs déterminants dans les politiques de fixation des prix, il a cité, du côté de l'offre, les contraintes pesant sur la production des principaux secteurs, telles que les prix à la production, peu rémunérateurs, les politiques de subvention ou de taxation de la production, les difficultés rencontrées par les services de distribution, et du côté de la demande, la masse monétaire, les dépenses publiques, les taux de change, les variations des taux de salaires, les importations, notamment de produits pétroliers, etc.

42. En passant en revue les principaux secteurs de l'économie des PMA d'Afrique, le représentant du Secrétariat a précisé à l'intention du Comité que les politiques de fixation de prix mises en oeuvre dans le secteur agricole visaient à réduire les incertitudes qui pesaient sur les revenus des producteurs et à garantir des prix raisonnables aux consommateurs, les mesures adoptées allant des prix planchers garantis, à des prix à la production fixés avant chaque campagne agricole et à la subvention d'intrants tels que les engrais et les semences. Dans le secteur manufacturier, ces politiques s'avéraient essentielles en raison du poids du secteur étatique et des difficultés que connaissait ce secteur en ce qui concerne les ravitaillements en matières premières et pièces de rechange, les barrières de protection tarifaires élevées contre la concurrence étrangère et les circuits de distribution (réseaux de transport, offices de commercialisation) souvent inefficients.

43. Le représentant du secrétariat a ensuite abordé les caractéristiques et mécanismes de fonctionnement des structures institutionnelles de contrôle et de suivi des prix. Il a déploré le manque de coordination entre les différents services intéressés et l'anachronisme de la législation en vigueur dans la plupart des pays.

44. Les interventions des délégués ont porté sur trois centres d'intérêt : (a) l'objet de l'étude; (b) l'élargissement de la portée de l'étude aux secteurs manquants et (c) les leçons acquises par chaque pays en matière de gestion des prix. Ainsi, certains délégués sont intervenus pour demander des précisions sur la finalité de l'étude, le sens de certaines corrélations qui y sont mentionnées, notamment, l'explication des variations des prix à la consommation par celles de la masse monétaire, et les raisons qui ont présidé au choix des variables explicatives ainsi que l'absence de commentaires sur certains résultats en régression. C'est dans cet ordre d'idée que le représentant du PNUD a remarqué le caractère académique de l'étude et le manque de propositions concrètes en ce qui concerne l'utilisation des prix comme instruments effectifs de politique économique pour l'augmentation de la production et de la productivité du secteur agricole, la promotion des industries locales, etc. Devant l'impossibilité de définir une "politique régionale de fixation des prix", il a proposé une approche par pays en signalant au Comité, à titre d'exemple, l'expérience du Malawi qui assurait son auto-suffisance alimentaire et était même exportateur de maïs. De l'avis du représentant du PNUD, des expériences, comme celle du Malawi pouvaient servir de source d'inspiration pour d'autres PMA d'Afrique et ramener l'étude à une échelle plus africaine en se départissant de théories plus adaptées aux économies de marché qu'à celle des PMA d'Afrique.

45. Concernant l'élargissement de l'étude à d'autres déterminants des prix, les représentants qui sont intervenus ont signalé que le rôle de la politique de fixation et de gestion des prix dans la politique économique d'ensemble, c'est-à-dire le cadre macroéconomique avait été mal défini. Un représentant tout en appréciant la qualité de l'étude, a signalé au Comité, qu'il fallait fournir un effort supplémentaire de réflexion en ce qui concernait les politiques de fixation des prix agricoles car ce secteur fournissait la plus grande part de la valeur ajoutée des PMA et, contrairement au secteur monétisé, en général, on ne disposait pas de statistiques sur les taux d'occupation, les taux de salaires et les marges aussi bien commerciales que de distribution. Il a ainsi invité le secrétariat et tous les PMA d'Afrique à entreprendre un travail de recherche sur la structure des coûts dans le secteur agricole avant la définition des politiques de fixation des prix. Selon un autre représentant cette recherche devait être généralisée à l'ensemble des secteurs de l'économie des pays concernés et englober des notions comme "la vérité des prix" et "la vérité des salaires" en raison du recours fréquent de la Banque mondiale et du FMI à ces mesures lors de leurs interventions dans les PMA. Ceci faciliterait les négociations entreprises par les pays concernés avec ces deux institutions.

46. Concernant l'expérience acquise par son pays, un représentant est intervenu pour signaler les difficultés déjà rencontrées dans le retour à l'UMOA qui entraînaient une réduction de moitié aussi bien des prix que des salaires nominaux en vue de l'homogénéité monétaire avec les autres pays membres de l'union. Il a proposé comme thème de réflexion la manière dont pourrait s'accomplir la pression sur les prix qui, contrairement aux salaires, et en raison des phénomènes d'anticipation spéculative, échappaient dans une large mesure au contrôle de l'Etat. Il a également mentionné les effets pervers des politiques de libéralisation des prix produisant des effets contraires à ceux escomptés comme ce fut le cas sur le marché céréalier de son pays. Un autre représentant a porté à la connaissance du Comité les mécanismes qui ont permis à son pays de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, et même à disposer des surplus exportés, en utilisant le signal prix. Parmi ces mécanismes, il a mentionné entre autres : (a) les bonnes conditions climatiques connues ces dernières années; (b) les anticipations de revenus monétaires rendues possibles pour les agriculteurs par l'annonce des prix à l'avance; (c) la certitude de vendre les récoltes et le règlement comptant des achats; (d) l'implantation de centres temporaires de collecte près des centres de production; (e) la constitution stocks de sécurité. En ce qui concerne les mesures accompagnant les accords de confirmation signés avec le FMI ou la Banque mondiale, il a été demandé qu'une recommandation soit soumise aux ministres afin que le Fonds et la Banque ou tout organisme de financement se portent garants de la réussite des programmes d'ajustement structurel ou de stabilisation économique et financière en fournissant le cas échéant des compensations aux effets pervers qui pourraient découler de leur application.

47. Répondant aux différents intervenants, le représentant du secrétariat a mentionné le caractère indicatif qu'avaient certaines corrélations faites dans l'étude. Il a également précisé que le secrétariat était d'accord pour adopter une approche par pays tout en signalant les difficultés relatives à la mobilisation des ressources financières nécessaires. C'est ainsi qu'il a lancé un appel au PNUD pour qu'il octroie l'enveloppe financière nécessaire pour mener à bien les études par pays. Il était également difficile de juger de l'adéquation des politiques de libéralisation des prix, les conditions de croissance économique, notamment variant énormément d'un pays à l'autre. Il s'est déclaré en accord avec le point de vue d'un représentant qui avait déploré les politiques actuelles de fixation des prix, lesquelles les prix actuels à la production contribuaient à appauvrir davantage le secteur rural au profit du secteur monétaire. Il était d'accord avec les recherches à entreprendre dans différents domaines proposés par les représentants. De même le thème portant sur la structure des prix relatifs, dont l'importance tenait aux phénomènes de substitution souvent constaté, serait retenu pour enrichir l'étude.

Point 8 de l'ordre du jour : Examen des activités entreprises par la CEA en 1983 et du programme de travail 1984 en faveur des pays africains les moins avancés

48. En présentant le document E/ECA/LDCs.4/5 sur l'examen des activités entreprises par la CEA en 1983 et le programme de travail pour 1984 en faveur des pays africains les moins avancés, le représentant du secrétariat a rappelé qu'au cours de sa troisième réunion tenue en avril 1983, la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés avait approuvé le programme spécial établi en faveur des pays africains les moins avancés pour les périodes biennales 1982-1983 et 1984-1985, par la CEA. Il a énuméré les principaux éléments du programme de travail : assistance technique et services consultatifs; examens annuels de la situation économique et sociale dans les PMA africains; suivi et contrôle de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains; analyses approfondies et travaux de recherche sur les conditions particulières à l'économie des PMA africains dans le contexte du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action; et service des réunions annuelles du Comité intergouvernemental d'experts et de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés. Il a, en outre, déclaré qu'en plus du groupe chargé des PMA, il y avait, au sein du secrétariat, un comité interdivisions responsable de la coordination du programme d'assistance de la CEA en faveur des PMA africains.

49. Le représentant du secrétariat a informé les participants qu'en 1983 la CEA avait effectué des études sur les sujets suivants : situation économique et sociale des PMA africains au cours de la période 1981-1983; politiques des prix dans les PMA africains et progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans ces pays au cours de la période 1982-1983. Ces études avaient été présentées au Comité intergouvernemental d'experts pour examen et serviraient de base aux recommandations formulées à l'intention de la Conférence des ministres des PMA africains prévue les 22 et 23 mai 1984. Une autre étude avait été consacrée aux résultats en matière de croissance et à l'état d'avancement du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains, à titre d'apport du groupe chargé des PMA à l'examen à mi-parcours de la Stratégie internationale du développement.

50. Le représentant a fait savoir aux participants qu'en 1983, le secrétariat avait convoqué la deuxième réunion du Comité intergouvernemental d'experts et la troisième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains et en avait assuré le service. Le secrétariat avait également participé aux réunions suivantes : sixième session de la CNUCED dont l'un des points de l'ordre du jour portait sur l'application du nouveau Programme substantiel d'action en faveur des PMA pour les années 80; réunions de consultation préliminaires pour la Guinée et les Comores; réunions du Comité de la planification du développement; et consultations interinstitutions des Nations Unies sur le suivi du nouveau Programme substantiel d'action.

51. Pour ce qui est de la suite à donner aux résolutions 481 (XVIII) et 482 (XVIII) adoptées par la Conférence des ministres des PMA africains à sa réunion d'avril 1983, le représentant du secrétariat a expliqué aux participants qu'un descriptif de

projet concernant des études sur la mobilisation des ressources intérieures dans les PMA africains avait été élaboré et que l'on attendait le financement des études par un donateur intéressé. Il a indiqué que des consultations étaient en cours entre le PNUD et la Banque mondiale sur la mise en place, au niveau national, de mécanismes pour le suivi des engagements pris par les donateurs après la tenue des réunions de consultation. Il a en outre fait savoir que les propositions de la Conférence des ministres tendant à la prorogation au delà de 1983 de la date limite de convocation des réunions de consultation avaient été approuvées lors de la sixième session de la CNUCED et par la suite à la trente-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution 38/195, sous réserve que ces réunions se tiennent avant l'examen mondial à mi-parcours du nouveau Programme substantiel d'action prévu pour septembre-octobre 1985.

52. Pour l'année 1984, les activités prévues comportaient des études telles que l'étude annuelle de la situation économique et sociale dans les PMA africains, l'étude sur la sous-utilisation de la capacité industrielle et l'examen des progrès accomplis dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains, qui seraient soumis lors de l'examen mondial à mi-parcours en 1985. Pour conclure, il a rappelé que la plupart des réunions de consultation devant se tenir en 1984 et en 1985, la CEA était disposée à aider les pays à établir les documents nécessaires et à organiser ces réunions.

53. Lors du débat qui a suivi, certains participants ont demandé des renseignements sur les effectifs, les ressources financières et les attributions de la section des pays les moins avancés de la CEA, renseignements qui leur permettraient de proposer l'incorporation d'éléments de programme supplémentaires dans le programme spécial en faveur des pays africains les moins avancés. Un participant a précisé que les études sur l'utilisation des ressources énergétiques dans les PMA d'Afrique montrent que les principales contraintes de ce secteur sont : (a) la désertification; (b) et la surutilisation des ressources forestières pour le bois de chauffe entraînant une déforestation intense. Il a demandé qu'il soit procédé à une étude sur l'utilisation de l'énergie solaire en tant que source d'énergie de substitution dans les PMA d'Afrique puisque les ressources en bois de chauffe, qui constituaient la principale source d'énergie, étaient en passe de s'épuiser en raison de la déforestation que connaissent la plupart des pays.

54. Certains représentants ont sollicité l'assistance technique de la CEA pour l'élaboration de plans de développement macroéconomique, la mise à jour des données concernant les besoins en ressources au titre de programmes d'investissements publics déjà arrêtés et la mise en place de mécanismes de suivi en vue de l'évaluation des résultats des réunions dans leurs pays respectifs. Le représentant de la Guinée a informé les participants que son pays adresserait bientôt une demande officielle à la CEA concernant le type et l'ampleur de l'assistance requise.

55. La plupart des représentants ont fait valoir que les organismes directeurs, les autres institutions donatrices et les pays développés donateurs devraient fournir une assistance financière à la CEA afin de permettre à cette dernière d'exécuter son programme spécial en faveur des PMA d'Afrique. Les participants ont, en

particulier, été d'avis que, dans la préparation des documents de base pour les tables rondes et pour économiser les maigres ressources disponibles, les organismes directeurs devraient recourir davantage aux compétences locales ainsi qu'à celles disponibles au sein du système des Nations Unies et notamment à celles de la CEA dans le cas des PMA d'Afrique.

56. Répondant aux questions soulevées, le représentant du secrétariat a fait savoir aux participants que des travaux étaient en cours au niveau de la Commission et d'autres organisations internationales, notamment le PNUE, sur la désertification, la sécheresse, la déforestation et le reboisement et qu'une table ronde scientifique avait été organisée en février 1984 à Addis-Abeba, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, à l'issue de laquelle des recommandations de fond avaient été formulées sur ces questions.

57. En ce qui concerne le personnel, les attributions et les ressources mises à la disposition de la section des PMA, le fonctionnaire du secrétariat a informé les participants que la section disposait pour l'instant des services de trois administrateurs qui étaient assistés d'autres fonctionnaires de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques et du Comité interdivisions de la CEA sur les PMA, et que, en dépit de la taille actuelle de la section, le secrétariat pouvait prendre des dispositions internes afin de répondre aux demandes à caractère spécialisé ou multidisciplinaire émanant des gouvernements et ce sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

Calendrier indicatif des réunions de consultation prévues
dans le cadre du suivi du Nouveau Programme Substantiel
d'Action (au 30 avril 1984)

PMA	Agence nationale de supervision	Type de réunion de consultation/Agence Chef de file	Date prévue
1. Bénin	Ministère du Plan, de la Statistique et de l'analyse économique	Table ronde PNUD	tenue du 28 février au 4 Mars 1983
2. Botswana	Ministère du plan	Boursuite des consultations bilatérales/ Table ronde PNUD	reportée sine die
3. Burundi	Ministère du plan	Table ronde PNUD	tenue du 8 au 11 février 1984
4. Cap-Vert	Secrétariat d'Etat chargé du plan et de la coopération	Table Ronde PNUD	tenue du 21 au 23 juin 1982
5. République centrafricaine	Haut Commissariat au Plan, aux statistiques et à la coopération internationale - Présidence de la République	Table Ronde PNUD	dates à déterminer en 1984
6. Tchad	Ministère du plan (Commissaire au plan)	La Réunion conjointe OUA/Nations Unies a facilité la préparation de la documentation de base - Table Ronde PNUD	tenue du 29 au 30 novembre 1982

PMA	Agence nationale de supervision	Type de réunion de consultation/Agence chef de file	Date prévue
7. Comores	Ministère du Plan	Table ronde PNUD	2 - 4 juillet 1984
8. Djibouti	Ministère du Plan	Table ronde PNUD	tenue du 21 au 23 novembre 1983
9. Ethiopie	Ministère du plan	Table ronde PNUD	dates à déterminer
10. Guinée-Equatoriale	Présidence	Table ronde PNUD	tenue du 19 au 21 avril 1982 ^{1/}
11. Gambie	Ministère du Plan	Table ronde PNUD	octobre 1984
12. Guinée	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	dates à déterminer en 1985
13. Guinée Bissau	Cabinet du Premier Ministre	Table Ronde PNUD	21-23 mai 1984
14. Lesotho	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	14-17 mai 1984
15. Malawi	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	tenue du 27 au 29 février 1984
16. Mali	Ministère du Plan	Table Ronde PNUD	tenue du 13 au 16 décembre 1982

^{1/} Une table ronde du PNUD s'est tenue en avril 1982 pour la Guinée quatoriale.

Le pays n'ayant été inclus au groupe des PMA qu'à la 37^{ème} session de l'Assemblée générale en fin 1982, cette table ronde ne s'est pas tenue dans le cadre du paragraphe 113 du NPSA

PMA	Agence nationale de supervision	Type de réunion de consultation/Agence Chef de file	Date prévue
17. Niger	Ministère du plan	Table ronde PNUD	second semestre 1984
18. Rwanda	Ministère des affaires étrangères et de la coopération	Table ronde PNUD	tenue du 1er au 4 décembre 1982
19. Sao Tomé-et-Principe	Ministère du plan	Table ronde PNUD	dates à déterminer
20. Sierra Leone	Ministère du développement et de la planification économique	Table ronde PNUD	date à déterminer en 1984
21. Somalie	Ministère de la planification nationale	Groupe consultatif/ Banque mondiale	tenue du 26 au 30 octobre 1983
22. Soudan	Ministère des finances et de la planification économique	Groupe consultatif/ Banque mondiale	tenue du 12 au 14 janvier 1983 tenue du 12 au 14 janvier 1984
23. Togo	Ministère du Plan	Table ronde PNUD	Mai 1985
24. Tanzanie	Ministère du Plan et des affaires économiques	Groupe consultatif/ Banque mondiale	dernière réunion tenue en 1977
25. Ouganda	Ministère du Plan et des affaires économiques	Groupe consultatif/ Banque mondiale	tenue en mai 1982 et du 24 au 26 janvier 1984
26. Haute-Volta	Ministère du Plan	Table ronde PNUD	dates à déterminer en 1984

PROJET DE RESOLUTION SUR LES MESURES PROPRES A ASSURER
L'EXECUTION EFFICACE DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL
D'ACTION DANS LES PAYS AFRICAINS LES MOINS AVANCES

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 397 (XV) du 12 avril 1980 par laquelle la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés s'est vue confier la responsabilité d'assurer la coordination des efforts, l'établissement des priorités, le suivi et l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du nouveau Programme d'action global dans les pays africains les moins avancés, ainsi que sa résolution 481 (XVIII) d'avril 1983 concernant les mesures visant à accélérer l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés,

Rappelant la résolution 33/195 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 20 décembre 1983, sur l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés,

Prenant acte des énormes efforts fournis par les pays africains les moins avancés dans la préparation de leurs réunions de consultation nationales respectives, notamment dans l'élaboration de politiques tendant à mener à bien leurs programmes nationaux,

Notant que les réunions de consultation organisées jusqu'ici n'ont pas totalement répondu à l'attente des pays les moins avancés, étant donné que les engagements pris par les pays et organismes donateurs n'ont pas été pleinement conformes aux dispositions du nouveau Programme substantiel d'action,

Exprimant sa profonde préoccupation devant les résultats décevants des négociations menées sur le nouveau Programme substantiel d'action lors de la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à Belgrade en juin/juillet 1983,

Notant avec une profonde préoccupation l'aggravation de la situation économique des pays africains les moins avancés causée, entre autres, par des catastrophes naturelles telles que la sécheresse et la désertification,

Notant en outre avec satisfaction l'initiative du Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies concernant la crise économique en Afrique, les efforts tendant à mobiliser la communauté internationale afin qu'elle fournisse l'assistance technique et financière nécessaire en faveur des pays africains, en particulier des moins avancés parmi eux, ainsi que la nomination d'un Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique,

Profondément préoccupée par la réduction considérable de l'aide publique au développement (APD) aux pays africains les moins avancés depuis l'adoption du nouveau Programme substantiel d'action en 1981, en particulier de celle fournie à des conditions de faveur, en provenance de toutes les sources extérieures,

Ayant à l'esprit le fait que l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action est prévu pour septembre/octobre 1985,

1. Fait appel aux pays africains les moins avancés pour qu'ils redoublent d'efforts en vue de mettre au point des mesures pratiques propres à mobiliser des ressources intérieures pour le développement et une meilleure gestion économique;

2. Fait en outre appel aux pays africains les moins avancés pour qu'ils fassent en sorte que les programmes de redressement financier à court terme tiennent compte des objectifs, stratégies et priorités du développement national à long terme;

3. Demande instamment que les pays africains les moins avancés qui n'ont pas encore organisé leurs réunions de consultation prennent toutes les mesures nécessaires pour le faire en 1984 ou, en tout état de cause, avant les réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985;

4. Invite instamment les pays africains les moins avancés à se préparer à participer pleinement aux réunions prévues dans le cadre de l'examen global à mi-parcours en 1985 afin de faire des propositions pratiques en vue de la révision éventuelle du nouveau Programme substantiel d'action, de manière à l'exécuter efficacement au cours de la seconde moitié de la décennie, ainsi qu'à fournir les informations et statistiques nécessaires au secrétariat de la CEA pour que ce dernier puisse procéder à une évaluation régionale technique, à l'échelle de la région, de l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action au cours de la période 1981-1984;

5. Invite en outre instamment les pays africains les moins avancés à assurer la mise en place de mécanismes de suivi adéquats au niveau national afin de rester en rapport avec les donateurs avant et après les réunions de consultation, ou le renforcement des mécanismes qui existent déjà;

6. Affirme que le principal objectif des réunions de consultation nationales devrait être d'obtenir des ressources supplémentaires et non de servir de simple cadre d'échanges de vues sur les stratégies de développement, les politiques et les programmes d'investissement ainsi que les projets des pays et qu'à cet effet les donateurs devraient envoyer, pour participer à ces réunions, des représentants de haut niveau de leurs organismes d'aide respectifs habilités à prendre des engagements fermes concernant les programmes et projets;

7. Prie les organismes chefs de file, le PNUD et la Banque mondiale, d'utiliser les compétences disponibles dans les pays intéressés et au sein du système des Nations Unies notamment à la CEA, pour l'élaboration de la documentation nécessaire pour les réunions de consultation dans les pays africains les moins avancés en vue de réduire les dépenses au titre de la préparation et de l'organisation de ces réunions;

8. Invite les pays donateurs, conformément aux dispositions du paragraphe 63 du nouveau Programme substantiel d'action, à accroître considérablement leur apport de ressources financières et autres mesures d'appui en vue de réaliser, d'ici 1985, l'objectif de 0,15 p. 100 du PNB au titre de l'aide publique au développement accordée aux PMA et, de manière générale, les objectifs du nouveau Programme substantiel d'action dans les PMA africains, et exprime sa gratitude aux pays donateurs qui ont déjà atteint cet objectif;

9. Prie instamment les pays donateurs et les institutions financières multilatérales, a) de fournir aux PMA africains une assistance financière à des conditions très favorables compte tenu des particularités de l'économie de ces pays, b) d'alléger la charge de la dette des PMA africains par des mesures d'ajustement rétroactif ou d'autres actions équivalentes, et mieux, d'annuler entièrement la dette, c) de contribuer de façon substantielle aux coûts ordinaires locaux actuels des projets prioritaires qu'ils financent dans les PMA, d) de tenter d'améliorer les procédures de prestation d'aide en vue d'accroître la capacité d'absorption des PMA et, chaque fois que possible, d'harmoniser ces procédures afin de créer des conditions favorables à un éventuel cofinancement des projets;

10. Se félicite de ce que certains bailleurs de fonds accordent aux pays africains les moins avancés une assistance se présentant principalement sous forme de dons ainsi que d'autres formes d'assistance plus souples, telles que le financement local des coûts ordinaires, l'aide destinée à l'entretien et au rééquipement et un appui au titre de la balance des paiements, qui sont adaptées aux besoins particuliers des PMA africains et répondant à la détérioration de leurs conditions économiques et sociales résultant de catastrophes naturelles;

11. Invite la communauté internationale à accorder son appui aux domaines prioritaires identifiés par les PMA africains dans leurs programmes nationaux sur la base des dispositions du chapitre I du nouveau Programme substantiel d'action, notamment en ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, les industries manufacturières, la prospection et la mise en valeur des sources d'énergie et des

ressources techniques, la mise en valeur des ressources humaines, l'expansion et la diversification des exportations, le développement des transports et des communications et l'amélioration des moyens de planification, d'exécution et de gestion;

12. Exprime sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU et à son Représentant spécial chargé des questions relatives à la crise économique en Afrique pour les efforts qu'ils déploient en vue de mobiliser l'assistance de la communauté internationale afin d'atténuer la crise économique que traverse l'Afrique et lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse de façon positive aux efforts déployés par le Secrétaire général;

13. Frie le Secrétaire exécutif de faire rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la présente résolution à la cinquième réunion de la Conférence des ministres des PMA africains en 1985.

PROJET DE RESOLUTION SUR LES POLITIQUES DE PRIX DANS LES PMA AFRICAINS

La Conférence des ministres,

Considérant l'importance des politiques de fixation des prix dans la promotion des activités productives, notamment pour l'augmentation de la productivité et de la production du secteur agricole,

Ayant à l'esprit la situation critique en matière de disponibilités alimentaires dans les PMA africains,

Consciente des effets pervers des différents programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel et du faible taux de réussite de ces programmes ainsi que de leurs coûts, notamment pour les populations à faible revenu,

Reconnaissant que les structures institutionnelles et les législations des prix en vigueur ont besoin d'être mises à jour,

Ayant à l'esprit le manque de statistiques sur les coûts de production de secteurs aussi essentiels que l'agriculture,

Rappelant qu'il est nécessaire de prendre d'urgence des mesures susceptibles d'assurer l'autosuffisance des populations,

Rappelant en outre l'expérience déjà acquise par nombre de pays africains les moins avancés en ce qui est d'élaborer des politiques de prix et de satisfaire aux conditions dont sont assortis les accords de confirmation signés avec le FMI et la Banque mondiale,

1. Prend note de l'étude présentée par le secrétariat de la CEA sur les politiques de prix dans les PMA africains;

2. Demande aux PMA africains d'actualiser leurs structures institutionnelles de fixation, de contrôle et de suivi des prix afin de les adapter aux réalités économiques, de prendre, en ce qui concerne la fixation des prix agricoles, des mesures propres à inviter les producteurs à accroître leur production et de mettre un frein à la tendance actuelle qui permet aux intermédiaires de réaliser des bénéfices exorbitants et favorise une certaine classe de consommateurs urbains au détriment du secteur rural;

3. Invite le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à s'engager dans le cadre de leurs programmes de stabilisation économique et financière ou d'ajustement structurel à prendre des mesures permettant d'identifier les effets, aussi bien négatifs que positifs, desdits programmes ainsi que des dispositions propres à compenser les effets négatifs éventuels de ces programmes sur les PMA africains;

4. Demande au PNUD, à la Banque mondiale et au FMI d'apporter le soutien financier nécessaire au secrétariat de la CEA pour assurer la couverture de l'ensemble des 26 PMA africains ainsi que la prise en compte des différents thèmes de recherche retenus pour enrichir l'étude sur les politiques de fixation des prix dans les PMA africains.